

**LES FAITS MARQUANTS DE DOHA :****VENDREDI 30 NOVEMBRE 2012**

Vendredi, les délégués se sont réunis, tout au long de la journée, dans des groupes de contact, des consultations informelles et d'autres réunions de la Convention et des organes du Protocole. Dans la soirée, une séance plénière de bilan de la CdP/RdP s'est réunie.

LA PLENIERE INFORMELLE DE BILAN DE LA CDP/RDP

Le président de la CdP 18, Al-Attiyah, a ouvert la plénière de bilan et a invité les présidents des organes subsidiaires et des groupes de travail spéciaux à faire le point sur les travaux entrepris dans le cadre de leurs organes respectifs.

Le président du SBSTA, Richard Muyungi, a déclaré que le SBSTA est en bonne voie pour clore ses travaux samedi après-midi. Il a signalé que l'examen des points de l'ordre du jour consacrés aux mesures de riposte, au piégeage et stockage du carbone et aux HFC a été achevé. Il a également fait état de progrès sur les lignes directrices régissant la recherche et l'observation, les technologies et communication, et a indiqué que les discussions sur l'agriculture et le guide méthodologique pour la REDD + vont se poursuivre vendredi soir.

Le président du SBI, Thomaz Chruszczow, a rapporté que les parties ont conclu les travaux sur le point de l'ordre du jour consacré à l'adaptation. S'agissant du registre des MAAN, il a souligné qu'il est important que les parties fournissent des directives claires aux fins d'achever les travaux. Au sujet des plans nationaux d'adaptation, le président Chruszczow a indiqué qu'une question demeure posée aux parties : comment combler les décalages. Au sujet des pertes et dommages, il a signalé que les parties avaient encore à déterminer les éléments qui doivent être conclus à Doha. Le président Chruszczow a, en outre, parlé de l'existence d'un large consensus sur les dispositions provisoires devant encadrer la première évaluation du Fonds pour l'adaptation. Au sujet du TCE, il a signalé que la question des DPI semblait bloquer la progression.

La présidente de l'AWG-KP, Madeleine Diouf, a indiqué que le sous-groupe sur les chiffres/libellés a réduit les options concernant le report des UQA. Elle a précisé que le principal point en suspens est de savoir comment traiter les questions juridiques relatives à la période qui s'étalera entre le début de la deuxième période d'engagement, soit le 1er janvier 2013, et l'entrée en vigueur des amendements au Protocole de Kyoto. Elle a exprimé son optimisme d'avoir un texte prêt d'ici mercredi prochain.

Le président de l'AWG-LCA, Aysar Tayeb, a rapporté que dans plusieurs domaines, les points de vue des parties divergent encore. Il a précisé que les parties sont en train d'essayer de voir comment certaines de ces questions pourraient être traitées et la façon, la meilleure, d'organiser le travail, de manière à accélérer la conclusion d'un accord et la clôture de l'AWG-LCA. Il a indiqué que toutes les possibilités seront explorées, y compris l'engagement ministériel.

Le président de l'ADP, Jayant Mauskar, a rapporté que quatre tables rondes ont été organisées, deux pour chaque champ de travail, et que des consultations informelles se tiendront samedi.

Qualifiant les perspectives de positives, il a félicité les parties pour la production des suggestions sur la façon de combler le fossé en matière d'ambition.

Les parties ont ensuite présenté leurs observations sur les rapports des présidents, ainsi que sur l'état des négociations. Beaucoup de parties ont déploré l'absence de progrès sur certaines questions, comme celles des pertes et dommages, du financement et de l'atténuation. Une partie a appelé à un processus transversal permettant aux parties de parvenir à une convergence sur l'ensemble des questions. Plusieurs parties ont souligné la nécessité d'une intervention ministérielle et ont appelé à la production d'un texte que les ministres pourraient examiner la semaine prochaine.

Le président de la CdP, Hamad Al-Attiyah, a exhorté les parties à travailler dans un esprit de solidarité et à chercher des solutions créatives et pragmatiques, et leur a demandé de ne pas attendre la "dernière heure", vendredi, pour réaliser un accord.

LES GROUPES DE CONTACT ET LES CONSULTATIONS INFORMELLES**LA CDP : GROUPE DE CONTACT SUR LE FINANCEMENT**

le Financement à long terme : Au cours des consultations informelles sur le financement, tenues l'après-midi, les parties ont été invitées à se concentrer sur la portée d'un éventuel projet de décision, en tenant compte : de la mise en application du financement ; de la détermination des besoins ; du besoin d'environnements propices ; de la mobilisation et de l'intensification des financements ; et du suivi des financements de la lutte contre le changement climatique. Certains pays en développement ont souligné : que tout processus sur le financement de la Convention doit être inclusif et transparent ; et qu'un environnement favorable est un processus à double sens au-delà de l'accès au marché du secteur privé. Plusieurs pays industrialisés se sont déclarés préoccupés par la traduction inappropriée des recommandations des coprésidents en une éventuelle décision. Soulignant la nécessité de combler le déficit en matière de financement, le délégué d'un pays en développement a suggéré que les discussions devraient être fondées sur les recommandations des parties et se concentrer sur les sources et les entités. Faisant état des liens entre le financement à long terme et le transfert de technologie, un autre délégué a suggéré une réforme des décisions des institutions financières internationales sur le financement, permettant de réorienter les fonds vers des investissements dans l'efficacité énergétique et des technologies sobres en carbone. Les consultations se poursuivront.

L'AWG-LCA : L'atténuation par les pays en développement

: Au cours des consultations informelles, le modérateur Gary Theseira (Malaisie) a informé les parties que le président de l'AWG-LCA élaborera un texte du président, qui sera mis à disposition samedi. De nombreuses parties, en particulier les pays industrialisés, s'y sont opposés.

Les parties ont ensuite procédé à la détermination des problèmes qui doivent être résolus pour que l'AWG-LCA puisse atteindre la réussite à Doha. La Suisse, au nom du GIE, de la NORVEGE, de l'AUSTRALIE, de la NOUVELLE-ZELANDE, des ETATS-UNIS, du CANADA et du JAPON, de l'UE et des ÎLES MARSHALL, contrée par la CHINE, a proposé que le Secrétariat élabore un document technique regroupant toutes les données concernant les MAAN soumis par les pays en

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Tomilola Akanle Eni-ibukun, Ph.D., Jennifer Allan, Beate Antonich, Asheline Appleton, Elena Kosolapova et Eugenia Recio. Edition numérique: Leila Mead. Version française: Mongi Gadhoum. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: la Commission européenne (DG-ENV), le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique (à travers le Bureau des océans et des affaires environnementales et scientifiques internationales du département d'Etat américain), le gouvernement du Canada (à travers l'ACDI), le ministère danois des affaires étrangères, le ministère allemand de la coopération économique et développement (BMZ), le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature et de la sécurité nucléaire (BMU), et le gouvernement australien. Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2012, par: le ministère norvégien des affaires étrangères, le ministère suédois de l'environnement, le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, l'Office fédéral suisse de l'environnement (FOEN), le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'IGES), le ministère nippon de l'économie, du commerce et de l'industrie (à travers GISPRI), et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUÉ). Un financement spécifique pour la couverture de cette réunion a été fourni par l'Etat du Qatar. Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par les gouvernements de la France, de la Région wallonne de Belgique, de la Province du Québec et de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF et IEPF). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA. L'équipe de l'ENB à la Conférence de Doha sur les changements climatiques - novembre 2012 - est joignable par courriel à l'adresse <asheline@iisd.org>.

<http://enb.iisd.mobi/>

développement. Le GIE et la NORVEGE ont outre suggéré qu'un programme de travail sera lancé dans le cadre du SBSTA pour la facilitation de la compréhension des MAAN soumis.

Le Mali, au nom du G-77/CHINE, a appelé au parachèvement du travail sur le Registre. L'Afrique du Sud, au nom du GROUPE AFRICAÏN, a déclaré que les pays en développement peuvent adopter des MAAN qui correspondent à leurs capacités et à leurs circonstances nationales. Le délégué a en outre : proposé que le SBSTA soit invité à déterminer les modalités de facilitation du soutien et des MNV du soutien ; soutenu un programme de travail conjoint des SBI/SBSTA ; et, a appelé à la tenue d'ateliers axés sur la mise en œuvre et le renforcement des capacités dans les pays en développement. Le Canada s'est opposé à la tenue d'une discussion sur les questions relatives à l'enregistrement, notant que ceux-ci sont en cours de discussion dans le cadre du SBI.

Le modérateur Theseira élaborera un texte fondé sur les discussions et y déterminera les points de convergence et les points de divergence. Les consultations se poursuivront.

L'atténuation par les pays industrialisés : Au cours des consultations informelles tenues le matin, les parties ont discuté de la façon de faire avancer les travaux après 2012. Les discussions étaient basées sur les documents techniques élaborés par le Secrétariat et sur les observations des parties. La NORVEGE a introduit une proposition avancée par la Norvège, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Japon, le Canada, les Etats-Unis et l'Australie, qui vise à mettre en place un programme de travail couvrant la période allant jusqu'à 2014, pour obtenir des précisions sur les hypothèses sous-jacentes des engagements, avant que les parties commencent à présenter des rapports sur ce qu'elles ont réalisé des objectifs d'atténuation. Le GIE a également présenté une proposition de texte pour un programme de travail visant à clarifier les hypothèses et les conditions, notamment pour ce qui concerne des questions telles que celles des mécanismes du marché et de l'UTCATF.

Le Mali, au nom du G-77/CHINE, a souligné la nécessité de poursuivre les travaux sur l'ambition des objectifs et de l'élaboration d'un cadre comptable commun permettant de s'assurer de la comparabilité des efforts d'atténuation. L'UE a soutenu un programme de travail pour la clarification des engagements, comportant des discussions thématiques, dans le cadre du SBSTA. La COLOMBIE, la REPUBLIQUE DOMINICAÏNE et d'autres ont soutenu le transfert des travaux aux organes subsidiaires d'une manière ciblée et structurée. La BOLIVIE a déclaré que le programme de travail jusqu'en 2013 devrait viser à trouver des règles comptables et des méthodologies communes et des outils fondés sur le protocole de Kyoto. La NOUVELLE-ZELANDE a déclaré qu'un accord sur les règles comptables communes ne sera pas possible à Doha, et a appelé à une approche pragmatique. Le délégué des Îles Marshall, au nom de l'AOSIS, a appelé à des mesures permettant d'élever le niveau d'ambition dans le cadre de l'objectif à long terme. Le JAPON a souligné la nécessité d'avoir des règles comptables suffisamment souples pour s'adapter et optimiser les efforts d'atténuation des parties. Il a indiqué que la question du niveau d'ambition sera reprise dans le cadre de l'un des axes de travail de l'ADP.

Le modérateur Kranjc a informé les parties qu'il élaborera un projet de texte rendant compte des discussions et observations des parties et qu'un rapport sera présenté au président de l'AWG-LCA.

LE FINANCEMENT : Au cours des consultations informelles, les parties ont échangé leurs points de vue sur la continuité du financement au titre de l'après 2012. Le G-77/CHINE a présenté une proposition visant à combler le "déficit en matière de financement", englobant un compte rendu précis de la disposition sur le financement. Le délégué des Etats-Unis a parlé des compromis réalisés sur le financement à démarrage rapide et sur l'objectif de financement pour 2020, soulignant qu'aucune décision n'est nécessaire à l'AWG-LCA pour l'achèvement de ses travaux sur cette question. Le Japon a soutenu qu'il n'est aucunement nécessaire d'avoir une décision sur le financement à Doha. La COLOMBIE a souligné qu'un objectif de financement pour la période d'ici 2020 est nécessaire en tant que processus visant à aider les pays industrialisés à atteindre l'objectif de 2020. Le GUATEMALA a déclaré que parvenir à un résultat à Doha ne sera pas possible si une décision sur le financement ne fait pas partie de l'accord d'ensemble souhaité. La Barbade, au nom de l'AOSIS, a souligné que la proposition du G-77/CHINE vise à contribuer à l'évaluation des progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif financier de 2020. Les discussions se poursuivront.

L'AWG-KP : Les questions relatives à la deuxième période d'engagement : Au cours des consultations informelles tenues l'après-midi, les parties ont examiné un projet de décision de la RdP sur les amendements au Protocole de Kyoto. Le texte regroupe les différentes options proposées par les parties concernant, notamment : les questions relatives à la durée de

la période d'engagement ; l'application des amendements au Protocole de Kyoto ; admissibilité à participer aux mécanismes de flexibilité ; et la conclusion des travaux de l'AWG-KP. Les consultations se poursuivront.

L'ADP: Table ronde sur le champ de travail 1: Le régime post-2020 : Les parties ont examiné les questions présentées par les coprésidents de l'ADP, notamment sur l'application des principes de la Convention dans le nouvel accord.

Plusieurs pays en développement ont souligné : la transparence ; la notification commune ; la comptabilité et le système MNV ; et des règles de conformité rigoureux. Plusieurs parties ont fait état de l'existence d'un accord sur la poursuite des principes de la Convention, avec : la CHINE, sur le principe de RCMD ; la BARBADE et la NORVEGE, sur le principe de précaution ; et les Etats-Unis suggérant que les principes doivent évoluer en fonction de l'évolution des circonstances et des capacités. Le délégué des Etats-Unis a souligné en outre : que les contributions financières dépendront des livraisons ; qu'un accord fructueux et ambitieux applicable à tous exige souplesse, équité et transparence, pour permettre une reddition de comptes à caractère "collectif adéquat". La SUISSE a invité les parties à appliquer les principes de la Convention d'une manière qui "nous habilite à faire plus et qui ne serve pas d'excuse pour ne rien faire". La FEDERATION DE RUSSIE a souligné que la décision 1/CP.17 reconnaît clairement que le changement climatique doit être "confronté d'urgence par toutes les parties". La BOLIVIE a souligné que l'atténuation doit être entreprise en liaison avec l'éradication de la pauvreté et le développement durable. La CHINE a souligné que re-catégoriser les pays en développement reviendrait à réinterpréter la Convention. Le JAPON a déclaré qu'un processus universel de réexamen par les pairs pourrait fournir un outil pour l'encouragement de la participation.

Des consultations informelles sur les deux axes de travail débiteront samedi.

Le SBI : Examen initial du Fonds d'adaptation dans le cadre du Protocole de Kyoto : Au cours des consultations informelles, les parties ont examiné les conclusions préliminaires. Les discussions ont porté sur l'adéquation et la viabilité des fonds destinés au Fonds pour l'adaptation, et sur l'éventuelle prorogation du mandat de l'administrateur provisoire. Au sujet de l'adéquation et de la viabilité des fonds, certains pays industrialisés ont suggéré d'entreprendre l'examen soit dans le cadre du point de l'ordre du jour consacré au rapport du Fonds pour l'adaptation, au titre de la RdP, soit dans celui consacré au rapport du Comité permanent, au titre de la CdP. De nombreux pays en développement ont déclaré que des délais serrés ne devraient pas empêcher l'examen de cette question par le groupe, et ont soutenu le maintien des paragraphes dans le texte.

Au sujet de l'éventuelle prorogation du mandat de l'administrateur provisoire, une partie a proposé un processus d'appel d'offres ouvert. Plusieurs pays industrialisés parties ont, cependant, soutenu l'acceptation de la recommandation du Conseil du Fonds pour l'adaptation de maintenir les dispositions prises concernant l'administrateur provisoire. Les discussions se poursuivront.

DANS LES COULOIRS

La première semaine de la réunion de Doha approchant de sa fin, les pourparlers se sont tournés vers les nouvelles sur l'intention du président de l'AWG-LCA de soumettre, samedi, un texte de compilation fondé sur les discussions et les vues des parties, pour être examiné par les délégués durant le week-end. De nombreux délégués ont exprimé de l'intérêt, d'autres, des appréhensions, rappelant les réactions au texte précédent du président. Certains participants se sont demandé si les préoccupations exprimées plus tôt dans la semaine allaient réapparaître, un délégué s'est posé la question de savoir si la version révisée d'un aperçu général n'est qu'un "aperçu général révisé".

Résumant le point où en sont les choses à ce stade des négociations, la secrétaire exécutive de la CCNUCC, Christiana Figueres a déclaré, lors d'une conférence de presse, que « nous commençons maintenant à voir les fils à tresser ensemble pour parvenir à un accord la semaine prochaine ». Reste à voir quels fils les ministres aideront à tresser.

En attendant, au cours de la plénière de bilan nocturne de la RdP/CdP, le président de la CdP 18, Al-Attayah, a souhaité à la Palestine la bienvenue à la Conférence, en écho au récent vote de l'Assemblée générale de l'ONU qui a conféré à la Palestine le statut d'"Etat observateur non-membre". Ses mots ont été : "Je suis très heureux qu'à partir d'aujourd'hui, votre siège est autre".